



Guerre Israël-Hamas: "Nous ne laisserons rien passer" dans les écoles, prévient Attal

(), (AFP) -

"Nous ne laisserons rien passer", a prévenu mercredi le ministre de l'Education Gabriel Attal, lors d'une visite dans une école juive en banlieue parisienne, à propos d'agressions, d'actes ou de paroles antisémites au sein d'établissements scolaires.

"La priorité aujourd'hui, pour l'Education nationale, c'est notamment d'assurer la sécurité et la sérénité dans nos écoles", a déclaré Gabriel Attal, aux côtés du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, devant l'école privée juive Ozar Atorah à Sarcelles (Val-d'Oise).

Il a mentionné "des alertes qui nous sont remontées ces dernières heures et ces derniers jours, avec des élèves de confession juive qui ont pu faire l'objet d'agression dans leur établissement" et des "appels qui ont pu être relayés de la part de collectifs à venir tracter ou manifester devant des établissements scolaires".

"De ce point de vue là, nous serons totalement intraitables, nous ne laisserons rien passer", a-t-il martelé.

Le ministre de l'Education a évoqué "plusieurs situations totalement insupportables et inacceptables", qui sont "remontées depuis lundi: croix gammée dessinée sur un tableau dans une classe ciblant un élève, une agression (...) dans les Hauts-de-Seine d'un lycéen par des camarades".

Au sujet de cette agression, M. Attal a expliqué avoir demandé mardi que le procureur de la République "soit saisi d'une agression dont a été victime un lycéen en Ile-de-France", dont le t-shirt a été arraché par un camarade.

Gabriel Attal a aussi assuré "mobilise(r) de manière extrêmement réactive" les 546 personnels des équipes mobiles de sécurité des rectorats "si des événements, des manifestations venaient à se dérouler".

Le ministre de l'Intérieur a pour sa part précisé que "plus de 20 interpellations" avaient eu lieu depuis samedi, liées à des actes antisémites, qu'il chiffre à une cinquantaine, dont "certains très graves".

Quelque "500 lieux - des écoles, des synagogues, des endroits où des Français de confession juive ont l'habitude d'aller, de vivre au sein de notre République - sont désormais protégés par 10.000 policiers et gendarmes", a souligné Gérald Darmanin.

"Je crois que c'est très important que tous les Français de confession juive sachent qu'ils sont protégés, quel que soit le coin du territoire national", a-t-il ajouté.

Mardi, le ministre de l'Intérieur avait cité comme exemples d'actes antisémites des "gens qui vont devant des synagogues, nombreux, qui crient des menaces", des "drones qui rentrent dans des cours d'écoles avec une caméra" ou encore "des slogans, des tags, des lettres de menaces".

De leur côté, les présidentes et présidents d'université de France Universités ont affirmé dans un communiqué qu'ils "ne laisseront pas prospérer dans leur établissement des initiatives visant, sous couvert de débattre de la situation au Proche-Orient, à faire circuler des propos chargés d'antisémitisme".

Ils réagissaient à des propos "indécents" tenus en début de semaine par un maître de conférences de Paris-Panthéon-Assas ou encore des messages de "soutien à la lutte du peuple palestinien" d'une section syndicale Solidaires étudiant de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

"L'antisémitisme, comme toutes les formes de racisme, est un délit, non une opinion, justifiant qu'un signalement en soit fait sans délai au procureur compétent. Il ne saurait y avoir, et il n'y aura, aucune tolérance en la matière dans les universités", a martelé France Universités.

slb-fmp-sc-asm/alu/vm

Afp le 11 oct. 23 à 12 41.